

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/Maastricht-les-patrons-aux.html>

Maastricht, les patrons aux commandes (3)

- Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 7 mai 2014

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

« "Lobby" c'est encore trop doux : ça suppose que les forces économiques fassent pression, de l'extérieur. Or, elles guident les institutions de l'intérieur. » On a interviewé Geoffrey Geuens, maître de conférences à l'Université de Liège. Au fil de son récit, on a finalement décidé de raconter une autre histoire de l'Europe : celle des financiers, des administrateurs et des industriels. Rien d'étonnant, dès lors, que le Maastricht de Delors soit tout droit sorti du lobby des patrons européens.

François Ruffin : Delors, justement. En 1991, on le voit en direct à la télé qui déclare : *« Moi, au milieu des années 1980, la Table ronde des industriels m'a demandé de faire une Europe sans frontière, j'ai fait une Europe sans frontière. Elle me demande aujourd'hui de faire la monnaie unique et de bâtir des autoroutes, je vais faire la monnaie unique et bâtir des autoroutes. »* On découvre sur un plateau de télé comme les cuisines de l'Union européenne, et Jacques Delors qui répond « oui oui oui » à toutes les demandes des industriels...

Geoffrey Geuens : Il répond d'autant plus oui à tout, qu'il n'est pas « sous pression » de ce lobby : la Commission est en grande partie à l'origine de la Table ronde ! Il faut rappeler que la Table ronde est créée, au début des années 1980, à l'initiative politique de deux commissaires européens : d'une part, François-Xavier Ortoli, qui deviendra ensuite PDG de Total et président du CNPF international, l'ancêtre du Médef, d'autre part, le Belge Étienne Davignon. Ce sont eux qui vont demander à Pehr Gyllenhammar, le patron suédois de Volvo, de rassembler une quarantaine de grands groupes, de réunir ces patrons au sein d'un « club ».

F.R. : C'est-à-dire que la European round table, est un lobby créé à la demande de la Commission ?

G.G. : Exactement. D'où mes réticences à user du terme « lobby ». L'ERT n'a pas à faire pression sur la Commission : on a donné aux milieux économiques et financiers les clés de l'Europe.

Le destin de son initiateur, d'ailleurs, le Vicomte Étienne Davignon témoigne clairement de cette fusion : après la Commission, lui-même passe dans les affaires, à la Société générale de Belgique, chez Suez, Accor, Fortis, Sofina, BASF, Kissinger Associates, Anglo-American Mining, et j'en passe ! Et il deviendra, à son tour, membre de la European round table of industrialists : la boucle est bouclée ! Il trouve encore le temps, évidemment, de militer pour plus d'Europe, plus de son Europe à lui, à la fois à l'Association pour l'union monétaire en Europe (AUME), dont il sera président, mais aussi aux think tanks Centre for european policy studies (CEPS), Friends of Europe (qu'il préside toujours), et bien sûr au Groupe Bilderberg - dont il fut, pendant de très nombreuses années, président du comité organisateur. On comprend, avec toutes ces casquettes, qu'un petit cercle, bien organisé, une oligarchie disons-le, parvienne à « construire l'Europe ». Et inutile de convoquer la thèse du grand complot, ou on ne sait quel fantasme conspirationniste, pour expliquer ça : les milieux d'affaires ont simplement bien compris leurs intérêts de classes, ils les défendent avec intelligence, ils renforcent leurs solidarités au sommet, ils obtiennent le soutien sans faille, ou presque, des pouvoirs publics.

Et pour l'Union européenne, le dispositif est souvent le même : la Table ronde ou l'Aume publie un rapport, par exemple, sur la nécessité de la mise en place d'une monnaie unique. Ensuite, la Commission européenne nomme un « groupe de travail » constitué d'« experts indépendants », où vous retrouvez en fait des membres de la Table ronde, et ce même « comité de sages » fournit un rapport qui reprend l'essentiel des propositions de la Table ronde. Enfin, la Commission adopte une série de mesures tirées dudit rapport.

F.R. : Vous avez aperçu ça dans quels cas ?

G.G. : Quand la Commission publie le *Livre vert sur la libéralisation des infrastructures de télécommunications*, de qui s'inspire-t-elle ? Elle reprend, pratiquement point par point, les suggestions du rapport Bangemann sur « *la société de l'information* ». Or, sur les vingt membres du groupe Bangemann, dix-sept chefs sont des chefs d'entreprises ! Dont les PDG de Canal +, Deutsche Telekom, Olivetti, Siemens, Philips. On s'en doute : le commissaire Martin Bangeman deviendra lui-même conseiller du géant Telefonica !

Et idem pour la marchandisation de l'enseignement : les travaux de Nico Hirtt, autre Belge, démontrent combien cette dynamique s'inspire, dans une très large mesure, des travaux de l'ERT... C'est un mécanisme caricatural, et néanmoins permanent. Et sans « lobbying », ici, j'insiste !

De Mendès à Gabin

Pierre Mendès France prononce son discours sur « *l'abdication de la démocratie* » le 18 janvier 1957. Quatre ans plus tard, sort sur les écrans *Le président*, réalisé par Henri Verneuil, avec des dialogues de Michel Audiard, et Jean Gabin pour incarner le rôle-titre. Lui aussi tempête devant les parlementaires :

« La paix revenue, j'ai vu la police charger des grévistes. Je l'ai vue aussi charger des chômeurs. J'ai vu la richesse de certaines contrées et l'incroyable pauvreté de certaines autres. Eh bien, durant toutes ces années, je n'ai jamais cessé de penser à l'Europe. M. Chalamon a passé une partie de sa vie dans une banque, à y penser aussi. Nous ne parlons forcément pas de la même Europe. (Applaudissements.) Celle qui se construit, j'en dénonce le principe : la constitution de trusts et de groupes de pression, qui maintiendront sous leur contrôle non seulement les produits du travail, mais les travailleurs eux-mêmes. On ne vous demandera plus, messieurs, de soutenir un ministère, mais d'appuyer un gigantesque conseil d'administration ! Si cette assemblée avait conscience de son rôle, elle repousserait cette Europe des maîtres de forges et des compagnies pétrolières ! Et maintenant, permettez-moi de conclure : vous allez faire, avec les amis de M. Chalamon, l'Europe de la fortune contre celle du travail, l'Europe de l'industrie lourde contre celle de la paix. Eh bien, cette Europe-là, vous la ferez sans moi : je vous laisse. »]

Cet entretien avec Geoffrey Geuens est tiré du livre **Faut-il faire sauter Bruxelles ?**, François Ruffin, Fakir Éditions, 120 pages.

Prix : une balade dans tout le quartier européen bruxellois pour seulement 7 Euros !

[Commandez-le sur notre boutique](#) ou [téléchargez un bon de commande ici](#).